

Nourrir la planète

Terre à terre, émission du 6 février 2010

Page Officielle :

http://www.radiofrance.fr/chaines/france-culture2/emissions/terre_a_terre/fiche.php?diffusion_id=80648

Page Archives :

<http://terreaterre.ww7.be/nourrir-la-planete.html>

Description :

Avec Olivier de Schutter, rapporteur spécial auprès des Nations Unies pour le droit à l'alimentation à l'ONU

Depuis sa nomination en 2008, ce juriste belge n'a cessé de parcourir la planète pour intervenir dans les enceintes internationales avec toujours cette même conviction sans cesse reformulée : des crises alimentaires sont encore à venir, rien n'a été résolu. Tandis que s'enchaînent les déclarations d'intention, du sommet de la FAO à celui de Copenhague, des sièges gouvernementaux à ceux des institutions internationales, les mêmes politiques se poursuivent, qui privilégient le commerce et l'exportation au détriment des petites agricultures vivrières, seules aptes à nourrir la planète et à endiguer l'épuisement des ressources.

Ruth Stégassy : Olivier de Schutter vous êtes rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation depuis deux ans Vous avez succédé à Jean Ziegler qui a été le premier à ce poste là.

Olivier de Schutter : Le droit à l'alimentation existe déjà dans la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 mais ce qui est vrai il a été un droit extrêmement vague, peu précis dans ses implications et les gouvernements ne voyaient par sa portée opérationnelle. Depuis la fin des années 1990 le droit à l'alimentation est beaucoup mieux compris et devient un outil que les O.N.G., les paysans utilisent de plus parce que la signification de ce droit a été clarifiée par une série d'instruments internationaux depuis 10 ans

Ruth Stégassy : Vous êtes juriste sur les questions de droits de l'homme et vous enseignez les droits de l'homme à l'université catholique de Louvain Vous êtes invité dans différentes universités autour de cette question de droits de l'homme et quand on regarde la façon dont vous avez travaillé depuis votre entrée dans ce mandat en instillant cette question des droits de l'homme dans l'ensemble des rapports que vous avez publiés et vous ne chômez par !

Olivier de Schutter : Dire que le droit à l'alimentation est en droit de l'homme c'est dire que la question de la faim n'est pas un problème technique, ce n'est pas une question qui est liée simplement à la manière dont on produit la nourriture. Ce n'est pas une question qui doit être laissée simplement aux agronomes et aux économistes. La faim, c'est une question politique qui engage la responsabilité des gouvernements. Ce milliard de personnes qui ont faim : il y a des choix qui ont été faits et si on remonte la chaîne des causalités on arrive à identifier les décisions qui ont été prises et qui n'ont pas tenu compte des intérêts des populations les plus pauvres. Le droit à l'alimentation est un droit de l'homme par ce qu'il est possible de le réaliser et parce que la responsabilité politique est centrale dans la recherche de solutions sur les questions de la faim

Ruth Stégassy : Où ces décisions ont-elles été prises et où aujourd'hui peut-on prendre de nouvelles décisions : au niveau régional, national, international ?

Olivier de Schutter : Nous avons assisté à la création d'un système alimentaire avec des chaînes qui seront de plus en plus longues entre le producteur et le consommateur final. Ceci a été encouragé par la libéralisation du commerce international et par l'encouragement à des productions sur des échelles de plus en plus portantes de façon à avoir accès à ces marchés mondiaux depuis plusieurs années et qui, bien qu'ils ne représentent pas encore des volumes très importants par rapport à l'ensemble de la nourriture produite, influencent des politiques agricoles de beaucoup d'états et les débats qui ont lieu en ce qui concerne le commerce international, les changements climatiques, la biodiversité, Saurons des débats qui influencent la manière de produire la nourriture mais qui ne tiennent pas compte de l'exigence du droit à l'alimentation .Il y a une fragmentation de la gouvernance mondiale à laquelle on cherche à remédier en essayant que ces acteurs - qui pilotent ces différents aspects de la gouvernance mondiale - se parlent.

Fragmentation parce que l'organisation mondiale du commerce a un objectif : favoriser le développement des échanges commerciaux sans que la question du droit à l'alimentation ne figure dans sa charte constitutive ou dans les préoccupations qui dominent les négociations commerciales. Fragmentation parce que la question du changement climatique est abordée sans que l'on s'interroge sur le rôle de l'agriculture dans le changement climatique. Dans certains cas elle accélère le changement climatique en raison de certains modes de production qui ne sont pas soutenables et aussi parce que l'agriculture est une principale victime, déjà aujourd'hui, du changement climatique qui s'amorce

Ruth Stégassy : Victimes aussi de mesures qui sont prises aujourd'hui et qui ne tiennent pas compte de ces questions alimentaires.comment avez-vous envisagé votre travail ? Quand on regarde l'ensemble des rapports que vous avez publiés on a le sentiment, il s'agit de ramener cette question au centre des autres et de rétablir une cohérence. Le terme de cohérence me paraît dessiner ce que vous essayez de faire avec cette difficulté qu'il reste une forte hiérarchisation ; les règles qui prévalent aujourd'hui à l'OMC ont nettement plus de poids que ce que vous pouvez proposer et qui serait issu des droits de l'homme

Olivier de Schutter : Mon travail est d'insister pour que toutes les initiatives pour lutter contre le changement climatique ' pour modifier les règles du commerce

international et pour relancer l'agriculture ; pour que dans ces différents domaines l'on soit attentif à ce qu'exige la situation des plus vulnérables. Les initiatives qui ont été prises par le passé et qui visaient à encourager la production alimentaire, de manière disproportionnée, bénéficiaient à un petit nombre de producteurs qui seront les mieux équipés, qui ont accès au crédit, qui cultivent de larges surfaces et qui peuvent être compétitifs sur les marchés internationaux et on a négligé le sort des petits paysans notamment dans les pays en voie de développement.

Sur ce milliard de personnes qui a faim aujourd'hui, plus de la moitié sont des petits paysans qui cultivent un ou deux hectares de terrain et ce sont des populations entières qui dépendent largement de l'agriculture qui sont des laissés-pour-compte dans les décisions politiques qui ont été prises par le passé. Au nom d'une productivité plus grande on a négligé l'importance de renforcer le pouvoir d'achat de ces populations et de leur permettre d'avoir des revenus suffisants. Mon but est d'attirer l'attention des gouvernements, à cibler correctement leurs efforts pour s'assurer que l'on fasse autre chose que produire plus. Que l'on lutte contre la pauvreté et contre la faim plutôt que simplement augmenter les volumes de production.

Ruth Stégassy : 50 %, dites-vous, ce sont des petits paysans auquel on doit rajouter 20 % qui sont des paysans sans terre, des ouvriers agricoles sans terre et encore 10 % qui sont pasteurs, pêcheurs, forestiers : métiers qui ont eux aussi trait à l'alimentation. 80 % des personnes qui ont faim sont ceux qui produisent l'alimentation, la nourriture pour l'ensemble de la planète. C'est une situation qui est devenue presque chronique et puis il y a des crises, des crises violentes et dures. Il y a eu les émeutes de la faim, il y a la crise des prix alimentaires. Comment vous sortez-vous de cet écheveau absolument terrible...?

Olivier de Schutter : Effectivement 80 % des personnes qui ont faim aujourd'hui dans le monde sont des producteurs de nourriture ; ils sont victimes d'un processus de développement qui a consisté depuis des années, depuis les indépendances : la fin de la colonisation à privilégier les cultures d'exportation, les cultures de rente : coton, thé, café, canne à sucre, tabac au détriment des cultures vivrières et de la possibilité pour les paysans qui produisent pour la consommation locale de bénéficier de soutiens publics. On a assisté depuis les années 60 à une dualisation très forte de l'agriculture avec un très grand nombre de laissés-pour-compte ; ces petits paysans qui ont contribué à l'exode rural parce que pour beaucoup d'entre eux produire dans les campagnes n'était plus suffisamment rentable, n'était plus viable. Et un petit nombre de producteurs qui sont dans ces filières d'exportation et qui ont bénéficié de ces politiques mais qui sont une infime minorité. Nous sommes dans un système paradoxal nous produisons toujours beaucoup plus – on a continuellement augmenté la productivité de l'agriculture plus rapidement que la population elle-même ne croissait - et en même temps on a produit de la faim à grande échelle en raison de systèmes alimentaires qu'il faut fondamentalement revoir pour les relocaliser.

Ruth Stégassy : Les systèmes alimentaires extrêmement complexes qui touchent à beaucoup de domaines différents ; il y a par exemple la question des semences

Olivier de Schutter : En réalité notre manière de réfléchir le progrès dans l'agriculture, le développement agricole repose sur l'idée que la technologie peut tout et que la solution de la faim réside dans l'innovation technologique. J'ai parfois l'impression que pour la gauche la technologie est pour la gauche ce que la main invisible est pour la droite. C'est une croyance mythique dans les vertus des progrès technologiques pour lutter contre les problèmes qui sont essentiellement des problèmes sociaux et politiques. Et ceci est particulièrement vrai dans le domaine des semences. Aujourd'hui un grand nombre de gouvernements dans les pays en voie de développement se rendent compte qu'on a trop longtemps négligé l'agriculture et qu'il faut la relancer. Et la recette qu'on approfondit c'est de soutenir les paysans en leur donnant accès à des semences améliorées, à des pesticides, à des engrais, à des prêts de manière à augmenter les rendements sans se poser la question de ce qui va être une dépendance de plus en plus forte des paysans vis-à-vis de ces intrants coûteux qu'ils ne pourront pas continuer d'acheter avec des prix d'achats élevés qui sont liés à des droits de propriété intellectuelle qui protègent ces semences produites par un nombre de plus en plus restreint de très grandes compagnies.

Il serait plus opportun de rééquilibrer les choses et plutôt que de promouvoir ces semences commerciales et d'en rendre dépendants des paysans, de promouvoir plutôt l'échange de semences traditionnelles, favoriser la réutilisation de semences qui sont parfois beaucoup plus appropriées à certaines zones agro-écologiques spécifiques et qui aurait été cultivées par les paysans depuis des générations dans certaines zone. Ce sont des solutions beaucoup plus durables et beaucoup plus appropriées à des paysans qui – pour beaucoup d'entre eux -n'ont pas accès au crédit et qui risquent d'être pris dans une spirale d'endettement si d'aventure ils ont une mauvaise récolte

Ruth Stégassy : Ce sont des solutions qui ont été combattues par tous les systèmes qui se sont mis en place. Je pense en particulier aux droits de propriété intellectuelle que vous venez d'évoquer. Le fait de pouvoir ressemer dans le champ la récolte de l'année précédente ce sont des choses qui aujourd'hui sont virtuellement interdites

Olivier de Schutter : Ce à quoi nous avons assisté dans les pays industrialisés, c'est progressivement une séparation de l'agriculture et de la préparation de semences améliorées entre les mains de firmes de moins en moins nombreuses et de plus en plus concentrées dans les positions qu'elles occupent sur les marchés. Cette séparation fait que dans un pays comme la France, un très petit nombre de paysans utilise des semences traditionnelles qu'ils ont développées eux-mêmes et dépendent de l'achat de semences commerciales cataloguées dans des catalogues qui en garantissent la qualité. Transposer ce modèle aux pays en voie de développement, ce que l'on est en train de faire, est extrêmement dangereux. 70 à 80 % des paysans utilisent des semences traditionnelles produites localement ne sont pas dépendants de semences commerciales, ils n'ont pas, par conséquent, à avoir accès au crédit, à emprunter de l'argent pour acheter des semences et ceci est une solution beaucoup plus tenable.

Il faut promouvoir ces systèmes de semences traditionnelles, éviter de créer ces dépendances, développer la recherche sur des variétés qui seront tout à fait méprisées, négligées par la recherche que fait le secteur privé aujourd'hui sur des

variétés telles que le sorgho, le millet, le manioc, sur lesquelles aucune recherche n'est faite parce qu'il n'y a pas un marché solvable qui intéresse des multinationales.

Ruth Stégassy : Sur place il y a à des découvertes qui tendent à améliorer le manioc ou le sorgho mais on n'en entend pas parler, on ne diffuse pas ce genre de savoirs qui sont des savoirs paysans.

Revenons aux questions de commerce....racontez-nous.... Vous avez été reçu à l'OMC, ce qui était une grande première pour l'organisation mondiale du commerce qui d'une manière générale n'a pas une grande sympathie pour les questions des droits de l'homme, du droit alimentaire.....

Olivier de Schutter : C'est effectivement une première. Le directeur de l'OMC, Pascal Lamy a voulu montrer que l'organisation était ouverte au dialogue et pour la première fois, c'est vrai la question du droit à l'alimentation a été au centre d'une discussion qui s'est tenue et qui a été riche d'enseignements. Elle a porté sur ce malentendu fondamental : pour beaucoup des états membres de l'OMC, la question de la faim est liée au fait que l'on n'utilise pas suffisamment nos ressources et que l'on ne produit pas suffisamment de nourriture parce que la production n'est pas favorisée par un accès garanti aux marchés. C'est se tromper : nous produisons assez de nourriture pour nourrir la planète et bien au-delà des 6,7 milliards d'habitants qu'elle comprend. Le vrai problème de la faim est lié à l'inégalité, la pauvreté, la marginalisation de communautés qui - pour beaucoup d'entre elles - dépendent de l'agriculture pour leur survie. Ces communautés n'ont pas été soutenues dans leur capacité à se nourrir elles-mêmes. La petite paysannerie familiale a été négligée des politiques publiques et l'expansion du commerce international, le rôle de plus en plus grand des multinationales dans l'agroalimentaire va accélérer cette marginalisation, va accentuer cette pauvreté dans les campagnes, va rendre les pays en développement encore plus dépendants de l'aide alimentaire parce qu'ils ne sont pas compétitifs sur les marchés internationaux ; ils préféreront acheter plutôt que produire eux-mêmes et cette progression du commerce international est vraiment une impasse devant laquelle nous sommes.

Sur le droit à l'alimentation il y a un malentendu fondamental : on assimile ce droit à l'exigence de stimuler la production et il a fallu lever ce malentendu. Le dialogue n'a pas été facile parce que les pays en développement sont dans une situation un peu schizophrène d'un côté ils se rendent compte que le commerce international ne sert pas leurs intérêts : ils subissent de l'impact des subsides considérables que les pays de l'OCDE versent à nos agriculteurs contre lesquels ils sont incapables véritablement de lutter. Ils ont un accès aux marchés des pays du Nord qui est entravé par des structures de tarifs qui les pénalisent ; ils veulent réformer le commerce international. Et en même temps ils se rendent compte que développer encore le commerce n'est pas une solution parce que cela conduit à ce que la production soit de plus en plus concentrée sur les pays qui sont les plus compétitifs sur les marchés internationaux : le Brésil, l'Uruguay, l'Argentine la Thaïlande, l'Australie alors que des pays qui ont une agriculture moins compétitive, bien que 70 à 80 % de la population puisse en dépendre, ce sont des pays qui n'ont aucune chance dans le commerce international de continuer à produire et à développer une agriculture prospère

Ruth Stégassy : Vous parlez de malentendus, Olivier de Schutter, en parlant de décisions qui ont été prises. Est-ce que vous n'êtes pas là en train de vous adresser à un système qui s'est mis en place sciemment et qui a fait des choix délibérés. Depuis les négociations qui ont été initiées par l'OMC, et avant par le GATT on a voulu éliminer tout ce qui était obstacle au commerce international. On a voulu écarter les Etats et donner de plus en plus de pouvoir et de latitude aux multinationales et au commerce

Olivier de Schutter : On a commis des erreurs considérables qui commencent aujourd'hui à être reconnues. C'était fondamentalement une erreur que de traiter l'agriculture comme une marchandise ; l'erreur a été commise lorsque l'OMC a été mise sur pied à la suite de du cycle de négociations commerciales ouvertes en 1986, l'Uruguay Round où certaines grandes puissances agricoles parmi les pays en développement notamment le Brésil, l'Uruguay et l'Argentine ont voulu que la question de l'agriculture soit mise à l'ordre du jour des négociations : ce qui a donné lieu à l'accord sur l'agriculture entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1995 avec l'OMC. Je pense que c'était une erreur parce que l'agriculture n'est pas une marchandise comme les autres, n'est pas un secteur comme les autres ; elle répond à une logique très spécifique et il est extrêmement dangereux pour les pays d'être dépendants des importations pour nourrir leur population, y compris si la nourriture peut être produite moins chère ailleurs par ce que d'autres pays sont plus compétitifs. Depuis la fin de des années 80 les pays les moins avancés ont vu le coût de leurs importations alimentaires augmenter cinq ou six fois, quintupler ou sextuplé plusieurs fois. Ceci veut dire que lorsque les prix varient sur les marchés internationaux, ces pays sont extrêmement vulnérables aux chocs qui vont être de plus en plus nombreux en raison du changement climatique. On a créé une dépendance de ces pays comme encouragés à produire pour exporter et à acheter de la nourriture sur les marchés internationaux, à bas prix et ces pays sont devenus dépendants des marchés internationaux d'une manière qui les rend extrêmement fragiles, vulnérables et c'est ce qu'on a vu en 2007 2008 avec la brutale hausse des prix alimentaires qu'ils ont pris de plein fouet

Ruth Stégassy : Le maître mot c'est vraiment celui de dépendance. A la fois il y a eu cette fragmentation avec des jeux de dépendance de plus en plus forts, qui ligotent ceux qui sont concernés

Olivier de Schutter : La situation est comparable à celle d'un « junkie » qui a été drogué à des prix bas pour les matières premières agricoles et qui s'est considéré comme dispensé de produire par lui-même. Cette période est révolue. Nous allons vers des prix qui seront plus élevés, plus volatiles. Les chocs seront de plus en plus nombreux et il est urgent que les pays regagnent leur souveraineté alimentaire, regagnent une certaine autosuffisance. C'est chimérique pour beaucoup de pays mais ils doivent au moins limiter leur dépendance vis-à-vis des marchés internationaux et relancer leur agriculture pour pouvoir se nourrir eux-mêmes. On insiste beaucoup sur la souveraineté énergétique et sur la nécessité de limiter notre dépendance vis-à-vis des champs pétroliers du Moyen-Orient mais la nourriture est aussi une denrée stratégique et c'est tout aussi important pour les pays d'être relativement autosuffisants en matière alimentaire qu'en matière énergétique.

Ruth Stégassy : Il faudrait se remettre en ordre avant le prochain choc qui est celui du changement climatique, vous l'avez évoqué et ce serait bien que nous en parlions. Ce changement climatique va affecter les populations qui ont faim, les plus vulnérables parmi lesquelles les femmes et les enfants ...les décisions qui sont prises aujourd'hui à la fois pour atténuer le changement climatique et pour s'y adapter peuvent aussi avoir des conséquences négatives sur les populations qui ont faim

Olivier de Schutter : C'est vrai que l'agriculture est extrêmement vulnérable aux changements climatiques et le panel international d'experts sur le changement climatique estime que pour certaines régions qui dépendent de l'eau de pluie et qui ne sont pas irriguées 95 % des terres d'Afrique subsaharienne, les rendements peuvent chuter de 40 - 50 % d'ici 10 ans, parce que les sécheresses seront plus importantes, les pluies plus imprévisibles ; les paysans ne sont pas à équipés à faire face à ces chocs ...très vulnérables à ce changement climatique ; on le voit déjà aujourd'hui. L'aide a déjà perdu 20 % de ses récoltes en raison d'une sécheresse. Les pays d'Amérique centrale sont régulièrement victimes des phénomènes de Nino qui fait chuter les rendements. Le changement climatique a des impacts considérables. L'horizon est encore plus inquiétant : en 2080 nous serons environ 10 milliards sur la planète et les rendements agricoles vont chuter de 8 % au moins en raison simplement du changement de température. C'est un véritable défi ; il faut s'équiper contre cela. Il faut préparer les agriculteurs à développer des méthodes de production qui soient beaucoup moins vulnérables aux changements climatiques, notamment par une diversité des cultures qui permet d'amortir les chocs liés aux changements de température et aux phénomènes météorologiques extrêmes.

Les réactions que l'on a par rapport rechargements climatique créent d'autres risques. Dans un nombre croissant des pays d'Afrique on a des projets de plantations pour obtenir des crédits d'émissions de gaz carbonique – ce mécanisme de crédit qui est mis sur pied par le protocole de Kyoto – et ceci menace des populations indigènes qui dépendent de la terre pour se nourrir. Ceci a conduit dans plusieurs pays comme la Tanzanie à ce que les populations rurales soient expulsées des terres dont elles dépendent. Il faut donc être très attentif à ce que les mesures que l'on prend pour se protéger du changement climatique ne soient pas à un remède pire que le mal.

Ruth Stégassy : Il y a aussi toutes les mesures qui concernent les agro-carburants

Olivier de Schutter : Ils viennent en différentes catégories : certains ont un bilan environnemental et énergétique qui n'est pas mauvais ; d'autres ont un bilan catastrophique c'est notamment le cas de l'éthanol produit aux Etats-Unis avec le maïs qui consomme en plus beaucoup d'eau. Et ce n'est vraiment pas une solution pour lutter contre le changement climatique. La question des accrocs carburant est compliquée. Il y a deux niveaux très différents. D'un côté c'est une culture qui fait concurrence à la production alimentaire, c'est une culture d'exportation qui s'ajoute aux autres comme le coton, le café, le thé...qui a parfois pour les populations rurales des conséquences extrêmement négatives. On va produire pour exporter et souvent à travers des grandes multinationales qui ont accès à ces marchés d'exportation. On va négliger de produire pour se nourrir localement. Les agro carburants : c'est aussi des paysans qui sont évincés de leur terre dans beaucoup de pays d'Amérique latine et de pays d'Afrique pour créer des grandes plantations qui produisent de la canne à

sucre, de l'huile de palme pour nourrir notre soif de carburants. Beaucoup de ces paysans ne sont pas protégés. Ils ont utilisé la terre pendant des années sans aucun titre de propriété et s'ils sont expulsés de leurs terres comme je le vois quotidiennement dans mon travail – ils n'ont aucun recours, aucun dédommagement ; ils perdent leurs moyens d'existence. C'est une situation extrêmement dangereuse.

Ruth Stégassy : Vous avez fait le choix d'être le plus didactique, pédagogique. Votre plaidoyer est fondé sur des explications, des mises en lumière plus que par des discours enflammés, il y a un changement de style évident par rapport à votre prédécesseur (Jean Ziegler) on sait que vous vous adressez à l'assemblée générale des Nations Unies. Comment aujourd'hui ces questions sont reçues par les Etats. On a vu qu'il y avait une faiblesse des Etats sur ces questions-là. Il faudrait une reprise en main de quelque chose qui est énorme qui a échappé à tout le monde. Comment se serait possible, est-ce par la loi, une explication, un sursaut ?

Olivier de Schutter : Les gouvernements aujourd'hui sont à court d'imagination. Les recettes du passé n'ont pas fonctionné ; l'échec est patent. On tente aujourd'hui de reproduire des solutions de type révolution verte que l'on a développées dans les années 50 ou 1960 en Amérique latine et en Asie du Sud qui ont eu des effets bénéfiques en termes de rendement mais des effets catastrophiques au niveau de l'exclusion sociale et de désastre environnemental qui en ait très souvent résulté.

Les gouvernements se rendent bien compte que ce genre d'approche productiviste fondé sur le prix énorme engagé – pesticides – semences améliorées que l'on combine avec l'irrigation est une recette extrêmement problématique à bien des égards et rend l'agriculture extrêmement dépendante vis-à-vis du pétrole : ce qui est une source de préoccupations supplémentaires.

Il y a pourtant des solutions qui sont peut-être moins faciles à mettre en œuvre dans le court terme mais qui passent par la formation des paysans à des techniques de production agro-écologiques qui peuvent être extrêmement productives, qui supposent une bonne formation des paysans pour qu'ils comprennent qu'une telle plante combinée à telle autre pur, par exemple, des méthodes de lutte biologique contre des attaques d'insectes ou pour fertiliser les sols grâce à des légumineuses. Il y a des solutions qu'il faut enseigner et qui peuvent être beaucoup plus durables que celles qu'on explore aujourd'hui. Il faut un changement de paradigme qui mise sur le savoir que les paysans ont développé depuis des générations, savoir qui a été trop longtemps méprisé et qu'on a remplacé par des recettes technologiques, faciles à appliquer, économisant la main-d'œuvre si on lui en réalité un impact extrêmement négatif là où ces recettes ont été développées à grande échelle.

Ruth Stégassy : Vous plaidez pour qu'on cesse d'économiser la main d'œuvre

Olivier de Schutter : Nous n'avons pas le choix ! Dans beaucoup de pays en développement l'agriculture est un secteur qui emploie encore 70 et même 80 % les personnes : ce sont les chiffres au Sénégal, au Mali, au Burkina Faso. Remplacer cette main-d'œuvre occupée aujourd'hui dans l'agriculture par des machines qui vont sur de très larges surfaces cultiver des monocultures signifie que beaucoup de gens vont devoir migrer vers les villes où elles ne vont pas trouver d'emploi. Il y a 1

200 000 000 de personnes qui habitent dans les bidonvilles. On estime que d'ici 2030 quand la population mondiale sera de 8 200 000 000 d'habitants, ces personnes seront probablement plus de 2 milliards d'habitants dans les bidonvilles. On n'a pas d'autre possibilité aujourd'hui que de promouvoir le développement des zones rurales ; on a trop longtemps négligé le développement rural dans les politiques publiques. Il est urgent de soutenir la petite agriculture familiale, intensive en main-d'œuvre mais en même temps extrêmement productive avec des techniques de production qui sont de nature à beaucoup mieux respecter les sols et à économiser les ressources naturelles. Il faut vraiment explorer bien davantage cette solution.

Ruth Stégassy : Nous n'avons pas le choix, et vous dites que les gouvernements manquent d'imagination. On voit bien aujourd'hui se dessiner d'autres propositions qui sont très dangereuses. Qui consiste à acheter des terres où à les louer pour faire des cultures d'exportation. Les propositions qui visent à renforcer encore davantage les aspects technologiques, à faire miroiter des chimères comme des organismes différents, modifiés qui permettraient de surmonter la sécheresse, les inondations, que sais-je encore ?

Olivier de Schutter : Le phénomène est considérable et beaucoup de pays se rendent compte que les marchés internationaux sont de moins en moins fiables. Ce sont des pays dont la terre arable est en train de se rétrécir en raison de l'aridité ou de l'épuisement des sols. Ce sont des pays qui manquent de plus en plus d'eau. Depuis 10 ans la production de riz en Chine a chuté de 8 % parce que les nappes aquifères sont de plus en plus lointaines et ce sont des pays qui se rendent compte que pour garantir la sécurité alimentaire à l'avenir, il faut ne plus être dépendant des marchés internationaux mais faire cultiver ailleurs avec des capitaux et des technologies que l'on exporte et de la nourriture que l'on réimporte. Ce phénomène est important et il concerne des pays d'Afrique où la terre est soi-disant disponible en grande quantité : affirmation qu'il faut prendre avec beaucoup de précautions !!! Ça concerne aussi des pays d'Amérique latine et d'Asie centrale et c'est un phénomène qui a stimulé une spéculation des investisseurs privés. Une grande partie de la spéculation sur les terres arables aujourd'hui est le fait de fonds d'investissement privé qui savent bien que le prix de la terre va augmenter dans les 5 à 10 ans qui viennent parce que c'est devenu une ressource de plus en plus rare. Ils achètent des grandes surfaces de terre tantôt pour produire des agro carburants, tantôt pour produire de manière mécanisée des denrées alimentaires mais surtout pour spéculer sur l'augmentation continue du prix de la terre. C'est un phénomène extrêmement dangereux parce que beaucoup de populations rurales ne sont pas protégées dans leur droit d'accès à la terre les risques d'être expulsées des terres dont elles dépendent pour leur survie.

Les questions de la salle :

Question 1 : Une question qui fait suite aux achats de terre dont vous parlez. Est-ce que en tant que juriste vous n'avez pas la possibilité de proposer des solutions aux Etats, les conseiller sur la fait de geler des sols même s'il y a le danger collatéral de donner des formes de rente à des propriétaires terriens qui peut être n'exploiteraient convenablement non plus ? Est-ce qu'il n'y a pas une solution en termes de gels de ces terres et éviter les vendre à de grandes entités

Olivier de Schutter : Dans beaucoup de pays d'Afrique la terre n'est pas l'objet de droits de propriété entre les mains de personnes privées. La terre appartient à l'État qui tolère qu'elle soit utilisée par des paysans ou bien la terre appartient parfois aux élites qui habitent les villes et qui moyennant un loyer plus ou moins « symbolique » acceptent que ces terres soient cultivées par d'autres.

Par conséquent, il était tentant pour ces Etats ou pour ces élites de vendre la terre à des investisseurs privés qui paye rubis sur ongle des milliers d'hectares qu'ils achètent ; il est tentant de céder la terre à des gouvernements étrangers qui promettent de développer l'agriculture dans les zones qu'ils achètent. Ce sont les gouvernements dans les pays du Sud qui n'ont pas eu la capacité d'investir dans les zones rurales, n'ont pas pu irriguer des sols, n'ont pas pu créer les voies de communication nécessaires à ces zones pour être véritablement productives. La difficulté de cette situation est qu'il est dans l'intérêt des deux parties de conclure ces transactions sur des surfaces qui sont parfois très importantes. Je plaide pour ma part pour que ces négociations impliquent les communautés paysannes concernées et qui dépendent de la terre. J'ai proposé un certain nombre de lignes directrices aux gouvernements pour que ces investissements qu'ils reconnaissent dans leur intérêt d'accueillir, pour favoriser une meilleure activité de l'agriculture chez eux, pour que ces investissements bénéficient véritablement aux populations locales. Mais j'ai averti ces gouvernements que très souvent le bénéfice qu'ils peuvent tirer de l'arrivée d'investissements en termes de création de voies de communication, ou de création d'écoles par exemple ou de fourniture d'outils aux paysans, ces bénéfices n'impliquent pas nécessairement qu'il y ait un transfert des droits de propriété sur la terre. On peut parfaitement avoir des mécanismes contractuels par lesquels les investisseurs fournissent, des technologies, un soutien à la production, un accès au crédit et en contrepartie ces investisseurs pourraient avoir la possibilité d'acheter 20 ou 30 % de la récolte à des prix définis d'avance. Ces formes d'agriculture contractuelle sont une alternative beaucoup moins dangereuse y compris sur le plan des implications géopolitiques que ces achats de terre à large échelle qui sont extrêmement problématiques.

Question 2 : Une autre question il y a des fonds souverains par exemple des fonds Chinois qui achètent beaucoup en Afrique. Comment s'opposer à ce processus vraiment dangereux ?

Olivier de Schutter : Une réflexion est aujourd'hui entamée - à laquelle je suis associé - qui devait conduire à terme à ce que l'on adopte, sur le plan international, des lignes directrices certaines parlent d'un code de conduite, d'autres n'aiment pas la terminologie pour encadrer ce phénomène. C'est extrêmement difficile parce que le seul moyen de pression que l'on ait c'est un moyen auxquels ces fonds souverains ne sont guère sensibles, c'est la pression de l'opinion publique et c'est la mauvaise réputation qui pourrait entacher ces investisseurs si d'aventure ils ne respectaient pas certaines prescriptions minimales.

C'est parfois difficile de savoir qui est derrière l'investissement ; qui est le véritable propriétaire qui a fait cet investissement ? Beaucoup d'investisseurs sont peu soucieux du reproche que l'opinion publique pourrait leur faire. Il n'y a pas d'alternative au renforcement des capacités locales pour les gouvernements qui ne

peuvent pas se permettre de sacrifier leur intérêt de long terme – à demeurer maîtres de leur souveraineté alimentaire - à leur intérêt de court terme de voir arriver des investisseurs qui apportent de l'argent frais et des investissements qui font défaut.

La difficulté c'est que dans de nombreux pays on n'a pas suffisamment investi dans l'agriculture depuis bien des années alors même que l'agriculture est un secteur qui emploie la majorité de la population. En 2007 les budgets publics dans les pays en voie de développement sont extrêmement peu orientés vers l'agriculture 5% ou 6%. Ces pays ont cruellement besoin d'investissements pour que leur agriculture puisse se développer et il est extrêmement tentant de faire appel à des investisseurs internationaux mais cela crée un problème de gouvernance extrêmement sérieux là où l'opinion publique n'a pas les moyens d'engager la responsabilité des gouvernements

Ruth Stégassy : D'autant que vous me disiez ... en préparant cette émission qu'il y a aujourd'hui un réveil massif des gouvernements depuis la crise de l'an dernier

Olivier de Schutter : Les gouvernements réinvestissent de manière assez massive dans l'agriculture. Ils se rendent compte qu'ils ont commis des erreurs depuis 25 ans. Cette crise alimentaire a été un véritable électrochoc qui fait que les choses changent. Le vrai problème c'est qu'on a tendance à réitérer un modèle unique sur une base unilinéaire du progrès en matière agricole : c'est le modèle de la révolution verte. C'est un modèle dont il faut bien mesurer les limites. Entre 1970 et 1990, aussi bien en Amérique latine et en Asie du Sud et notamment en Inde, la production agricole par tête d'habitant a augmenté d'environ 7% - 8%. Une augmentation des rendements importante. En même temps la faim a augmenté en Asie du Sud de 7% 8%. Elle a augmenté de 17% ou 18% en Amérique latine. Donc c'est un modèle de développement agricole qui favorise les paysans les plus productifs, sur des surfaces suffisamment importantes pour la mécanisation...mais c'est un modèle de développement agricole qui fabrique beaucoup de laissés-pour-compte. Je me réjouis que des gouvernements se ré-intéressent à l'agriculture. Je suis dubitatif sur le chemin qu'ils empruntent.

Question 3 : Je vous écoute, impressionné par la pédagogie par laquelle vous nous expliquez tous les enjeux mais je vais poser une question très naïve, peut-être déplacée ou impertinente.

Quel est le degré de contrainte que vous pouvez exercer à l'égard des gens auxquels vous vous adressez : des gouvernants tentés par des ressources financières à court terme ou des multinationales qui sans doute vous entendent à l'OMC mais qui cessent de vous écouter...

Le droit suppose un degré de contrainte je n'arrive pas à saisir où vous pouvez l'exercer.

Olivier de Schutter : Mon rôle est de faire des rapports aux gouvernements qui sont débattus dans deux enceintes :

Le Conseil des droits de l'homme et l'assemblée générale des Etats-Unis et on négocie des résolutions qui exercent une certaine pression morale sur les états qui

se savent sous surveillance, qui sont obligés de justifier certains choix, et qui auront parfois plus de mal à se justifier par rapport à certains indicateurs mis en avant et qui montrent que la voie choisie n'est pas la bonne. Cela dit, les solutions ne se situent pas sur le plan international. Les moyens de pression aux Nations unies sont des moyens extrêmement faibles. Le pouvoir réside dans les opinions publiques nationales. Mon rôle est de renforcer les capacités des organisations paysannes pour peser sur la décision politique ; demander que les O.N.G., la société civile, les paysans en particulier soient impliqués la prise de décision publique, soient consultés dans l'élaboration de lois qui ont un impact sur l'agriculture et l'alimentation au plan nationale. C'est d'en bas que peut venir la pression. Les Etats ne bougeront pas atteint qu'il ne sente pas dans leur dos le souffle de l'opinion publique et c'est cette opinion publique que j'essaie de renforcer dans les PVD

Question 4 : Est-ce que l'INRA ou des organismes similaires peuvent avoir un rôle en matière de promoteurs d'idées dans ces domaines ou sont-ils purement orientés vers des recherches techniques

Olivier de Schutter : Le rôle d'un INRA pourrait être d'alerter les gouvernements sur les conséquences à long terme des choix qui sont faits et qui sont souvent dictés par des considérations de court terme et par l'appât que représentent les gains faciles sur les marchés internationaux. Je suis particulièrement inquiet d'un fait. Nous avons développé en Europe depuis les années 30 et dans le monde depuis les années 60 un type d'agriculture industriel extrêmement dépendant de l'énergie fossile. Le gaz pour la fabrication d'engrais, le pesticide qui dépend étroitement du pétrole et nous avons un type d'agriculture qui est fortement mécanisée avec toute cette dépendance vis-à-vis du pétrole. Que va-t-on faire pour réformer cette agriculture, lorsque cette dépendance vis-à-vis de l'énergie fossile sera devenue tout à fait intenable ; ce qui va renchérir le coût des denrées agricoles et qui va créer de véritables révolutions sociales. ?

C'est quelque chose qui concerne le long terme. Il est beaucoup plus facile de s'enfermer dans cette voie et de compenser la destruction des sols dont cette agriculture est responsable par des apports toujours plus importants d'engrais chimiques. L'INRA doit comme d'autres organismes de recherche alerter les gouvernements sur les conséquences de long terme des choix qu'ils font. Le seul pays qui a vraiment fait une révolution dans cette direction d'une agriculture plus durable, c'est – pour des raisons dont il se serait bien passé - c'est Cuba qui en 90 - 91 a été privé de ses possibilités d'avoir accès à des engrais à bas prix qui lui étaient cédés à prix d'amis par l'URSS et qui a dû en très peu de temps opérer une transition vers une agriculture davantage durable, des parcelles plus petites, une mécanisation moins importante et une relocalisation de l'agriculture ; ce sont de plus petites communautés qui ont été responsables de cultiver les champs avec des techniques agro écologiques dont Cuba est une nation pionnière. Cette transition a été difficile à faire, elle a été un succès puisque si la production a chuté en 92 – 93, en 96 Cuba avait une production agricole supérieure à ses niveaux de la fin des années 80. Donc on peut le faire mais il vaut mieux le faire dans des conditions qui se préparent que d'attendre un choc comme celui que Cuba a connu

Ruth Stégassy : On retiendra M. Schutter que c'est possible un exemple qui peut être répété et même assez rapidement. Quelque chose à méditer et qui nous donne un certain allant pour la suite.

Je vous remercie beaucoup.....